

Quelques premières observations sur les trois premières propositions de base commune de discussion.

La proposition de la direction nationale le communisme est la question du 21ème siècle, ne développe ni n'approfondit une analyse sur le caractère exceptionnel que devrait revêtir le congrès, à savoir le dépérissement de l'influence communiste en France mais également à l'international. Résultat, l'impression d'une errance stratégique qui mène à la perte de confiance.

La proposition pour un printemps du communisme prend en compte la question existentielle du Parti mais développe une stratégie de l'air du temps, qui mène à la dilution d'une force communiste considérée au mieux comme un aiguillon.

La proposition pour un manifeste d'un Parti communiste du 21ème siècle développe une stratégie cohérente mais où domine une faiblesse d'analyse majeure qui attribue principalement l'affaiblissement de notre représentativité au fait d'une absence de candidats communistes aux élections.

Faute d'un débat sans tabou sur les raisons internes et externes et une analyse approfondie des causes de l'effacement de l'influence communiste aujourd'hui, j'ai la conviction que nous n'arriverons pas à reconstruire une stratégie qui embraye sur les consciences de celles et ceux qui espèrent une vie et un monde meilleur.

Je propose donc de différer le congrès pour que tous les communistes participent à une analyse critique de fond et jettent les fondements d'une stratégie de classe, en phase avec les extraordinaires développements de la société en cours et à venir. Le rassemblement des communistes à besoin de temps pour se relancer.

#### INVENTAIRE, COMMUNISME, STRATÉGIE

2,8% aux dernières élections législatives et 640 000 suffrages recueillis. Soit le plus faible score depuis un demi siècle. De son côté le communisme municipal s'affaiblit de scrutin en scrutin. Cet affaiblissement continu pose aujourd'hui la question de l'utilité du Pcf, donc de son existence.

Pourquoi cette érosion ?

-Le discrédit jeté par le communisme soviétique et son écroulement en Europe a affaibli lourdement l'idée qu'une société alternative au capitalisme pouvait exister.

-L'utilité d'un Pcf influent s'est posée, dès lors que l'union fut réalisée avec le PS. Celui-ci endossait, à gauche, le rôle d'un rassembleur crédible face à la droite. Le PS étant identifié comme la gauche en général.

-Les difficultés de s'adapter aux transformations de la société qui ont conduit à la diversification de la classe ouvrière et à la perte de sa conscience de classe, au développement d'une économie de services, à la naissance de nouvelles aspirations, de nouveaux comportements et organisations.

-La persistance d'une union avec le PS promoteur de politiques qui n'ont globalement porté aucune rupture de gauche, bien au contraire.

-Le déficit de positionnement convainquant et de lutte idéologique sur la mondialisation, l'Europe et la souveraineté, voire l'identité nationale.

-La faiblesse de notre capacité à montrer une alternative en terme de propositions qui crédibilise notre utilité.

-Les échecs porteurs de lourds reculs sur le plan de la bataille des idées.

-Et aujourd'hui un nouveau défi se pose celui d'une force politique qui exerce un leadership sur la gauche de transformation sociale, démocratique et écologique : LFI.

On peut se féliciter de l'élection de 11 députés ( dont 5 l'ont été en l'absence de candidat FI ) et de 11 sénateurs ( sur 16 sortants ) qui permet

certes la formation de deux groupes au Parlement. Mais ces résultats sanctionnent encore un affaiblissement du Parti.

Tout cela interroge fortement notre utilité politique.

Le capitalisme serait-il devenu indépassable au point de nous rendre inutile?

Non, les inégalités sociales s'accroissent, la pauvreté et la précarité répondent au besoin de flexibilité, la rémunération du capital est poussée au maximum et sur le

court terme, les services publics sont affaiblis, la protection sociale est grignotée au rythme de réformes successives, les droits des salariés reculent, les libertés sont attaquées, notre mode de production et d'accaparement des richesses soulèvent des luttes, l'Europe fait monter les politiques nationalistes, xénophobes et autoritaires, tout en développant la concurrence sauvage entre les peuples, la Paix se fragilise. La conscience de ses maux s'élargit mais elle est encore trop souvent dévoyée pour nourrir l'intégration voire la résignation.

Il y a dès lors un énorme espace pour le combat communiste.

Qu'est-ce que peut être l'espérance communiste en 2017?

Sûrement pas le communisme soviétique qui reste la référence dans les manuels scolaires et dans des générations les plus âgées. Il faut dire et redire que ce communisme ne peut pas être celui que nous portons. Et il convient de formuler clairement notre conception du communisme en l'ancrant dans la société contemporaine.

Le rassemblement du peuple de gauche dans sa diversité pour conquérir démocratiquement le pouvoir politique reste un impératif.

Les résultats des dernières élections présidentielles et législatives ont fait exploser un PS hégémonique à gauche, autour duquel, depuis les années 70, nous construisions l'union et nos implantations électorales.

L'échec des politiques socialistes depuis 1983 auxquelles nous avons été associées à différentes reprises et la permanence de nos alliances avec lui pour les élections locales n'ont pas récompensé notre politique d'union, bien au contraire notre affaiblissement a été continu depuis 1981. Malgré des programmes et des gestions porteurs de libéralisme qui ont contribué à la situation actuelle, le PS a pu se renforcer et demeurer la force dominante à gauche. Nous, nous n'avons cessé de décliner du national au local. Cette stratégie n'était pas la bonne car axée sur un objectif électoraliste qui générait l'attente de progrès au sommet mais en vain.

De quel Parti communiste avons-nous besoin pour aider les couches populaires à prendre en charge leurs intérêts dans le cadre d'une stratégie de transformation progressive qui assure de nouveaux droits?

Notre combat est le dépassement du capitalisme dans sa version moderne. Notre existence, notre crédibilité, notre influence dépendent d'une stratégie claire de défense prioritaire des intérêts des classes populaires et de conquête du pouvoir politique. Le 1% contre les 99% ne peut être en aucun cas une stratégie communiste. Ce rapport montre l'existence d'un potentiel de rassemblement. Mais quelle est notre place si nous ne sommes pas porteurs de projets de transformation pour les classes populaires? Aujourd'hui et depuis de longues années nous sommes uniquement sur une ligne de combats défensifs guidés trop souvent par l'actualité. Oui il faut résister aux mauvais coups, défendre les victimes de l'ordre établi, soutenir les aspirations sociétales justes, mais pas que cela. Car cette "stratégie" nous a conduit à nos 2,8% d'influence électorale.

L'électorat populaire souffre socialement (politiques d'austérité) se résigne et s'abandonne politiquement (abstention et vote extrême droite), est sensible à la dégradation de l'idée du projet collectif pour vivre mieux (individualisme et consumérisme).

Sans la mobilisation de ces classes populaires, qui combine défense immédiate de leurs intérêts, lutte idéologique et projets alternatifs assis sur leurs besoins, la transformation sociale, écologique et démocratique restera infructueuse. Le parti communiste, s'il veut exister en tant que

parti révolutionnaire de notre temps, doit établir une stratégie qui se fixe cet objectif.

C'est là que réside à mon sens le renouveau. Cette stratégie de classe qui s'inspire de toutes les valeurs de justice, de partage et des valeurs républicaines (liberté, égalité, fraternité, laïcité). Elles sont autant de ponts entre les diverses couches sociales de la société, intéressées à la transformation du vivre ensemble.

Élaborer cette stratégie c'est aussi revisiter des questions de fond dont les réponses apportées devront être mobilisatrices.

Il en va ainsi de celle qui s'attache à la possibilité d'une prise de pouvoir démocratique dans un seul pays et de la mise en application de mesures anti-capitaliste? L'Europe, la mondialisation qui créent une interdépendance des peuples n'interdisent t'elles pas un changement dans un seul pays, qui s'attaque au système?

Comment maintenir une souveraineté populaire (choix politique) quand la souveraineté nationale se fonde dans des rapports de forces internationaux? Répondre à ces questions me semble fondamental pour une stratégie crédible. Et nous le savons bien : hors la remise en cause des traités européens et du rôle de la banque centrale européenne une autre politique en France et à fortiori en Europe restera illusoire.

Alors que faire?

Il faut prendre le pouvoir par en bas pour construire un pouvoir politique, expression d'un rapport de force de rupture démocratique.

Nous vivons dans une société où le modèle capitaliste est le fondement. Son but est le profit maximum à court terme pour rémunérer le capital. Il exploite et détruit, les Hommes et la Nature et génère des inégalités, des concurrences et des conflits destructeurs toujours plus visibles aux yeux des opinions publiques qui s'organisent et luttent. Sur une multitude de réalités la dénonciation publique s'exprime et l'action prend forme : pétitions, associations, collectifs, ong, lanceurs d'alerte, économie sociale et solidaire... Elles répondent à cette conscience collective en éveil sur l'injustice de ce monde, mais aussi à l'envie d'être un acteur maître de son engagement personnel pour préserver des valeurs humanistes en intervenant directement sur le terrain pour infléchir le cours des choses. Cet engagement multiforme est propulsé par les réseaux sociaux, dont l'impact interroge les consciences en ouvrant des débats dont la diversité produit des effets politiques.

Ce mouvement de dénonciation et d'actions qui s'affirme avec sa propre autonomie peut au côté des syndicats de salariés faire progresser la société et donc affaiblir le modèle capitaliste.

Fini le temps où la seule alternative était la prise de pouvoir sur la base d'un programme qui résoudrait tout d'en haut. Personne n'y croit plus. Mais la crise du système est si profonde que les énergies se multiplient pour le remettre en cause pas globalement, mais sur tous les terrains et fronts de la vie sociale, économique, écologique, sociétale et, démocratique, éducative, culturelle... Chacun s'engage avec le souci de dénoncer, de rassembler, d'agir et d'être le plus efficace. Et ça commence à bien se voir.

Ces mouvements porteurs d'avenir pour le progrès de l'Humanité doivent conserver leur autonomie pour se développer et trouver sur le plan politique une expression qui se cristallise en un projet alternatif de gouvernement le moment venu.

Les communistes doivent participer à ce mouvement pour investir le quotidien et construire sa transformation et soulever les contradictions pour de nouveaux combats.

La question qui se pose dès lors c'est de savoir qui peut rassembler politiquement cette multiplicité d'expression sur un projet de transformation des rapports sociaux qui résultent d'une confrontation entre le capital et le travail.

La réponse est celle de l'existence d'une organisation pérenne résolue à rassembler pour transformer la nature des rapports sociaux et pour faire émerger des droits humains et les communs universels.

Le Parti communiste doit se transformer pour nourrir l'idéal communiste de notre temps et concourir à faciliter le rassemblement, non pas d'un cartel de partis, mais de la diversité des expressions qui ne s'accommode plus de l'exploitation, des dominations et qui s'engage sur les chemins de l'émancipation humaine.

Le communisme n'est pas une société prête à porter. C'est un mouvement émancipateur continu par lequel le capitalisme perd de son influence au bénéfice de rapports sociaux où l'homme et la nature prédominent. C'est l'humain d'abord.

Le rassemblement majoritaire doit être la résultante des mouvements et pratiques qui germent et poussent dans la société et qui ouvrent des perspectives transformatrices. Il ne peut pas émaner d'un appel d'organisations spécialisées dans le changement global auquel le peuple se rallierait. C'est dire qu'il procède de la démocratie directe, du travail participatif, des luttes adaptées à notre temps. Il doit veiller à sa cohérence, pour parvenir à maturité, sur la base d'objectifs politiques communs qui stimulent sans réduire la liberté de ses composantes. C'est à travailler les contradictions du capitalisme et à rassembler sur une alternative de dépassement que réside l'utilité d'un parti communiste.